

La POLITIQUE des émissions NON POLITIQUES

François Jost

François Jost, professeur à la

Sorbonne Nouvelle Paris III,

directeur du Centre d'Études sur

l'Image et le Son médiatiques

(CEISME), auteur d'une quinzaine de

livres sur le cinéma et la télévision.

Depuis un an et demi, j'ai ouvert un blog dont la fonction première est de s'interroger sur la façon dont la télévision intervient dans notre monde, formulation prudente pour vous dire que je ne prétends pas savoir précisément cette façon, mais qu'il me semble crucial d'y réfléchir. Aussi, quand j'ai reçu la gentille invitation de Shmuel Trigano et Daniel Dayan à participer à ce colloque intitulée *Médias et démocratie*¹, mon premier réflexe fut d'aller jeter un œil rétrospectif sur les articles que j'avais classés au fil des mois sous l'étiquette « Éthique et médias ». Et là, une surprise m'attendait : non pas la découverte d'un problème que j'aurais oublié, gagné par une sénilité précoce, mais les mots mêmes de ma formulation m'arrêtaient sans que je pusse aller plus loin dans ma démarche. *Éthique et médias*... Pourquoi ma réflexion sur les règles qui doivent fixer des limites aux usages des images et des sons, aux comportements télévisuels, aux représentations était pour moi de l'ordre de la morale et non de la politique ? Et comment pourrai-je justifier devant vous le passage d'un niveau à l'autre ? Cette interrogation me mit d'autant plus mal à l'aise que, passant à la seconde étape, celle de la lecture de quelques articles rangés dans la catégorie susdite de mon blog, un simple clic sur un moteur de recherche me permit d'y repérer 29 fois le mot « politique »

et trois fois le mot « démocratie », sur, disons, une soixantaine d'articles. Après une rapide introspection, je devais me rendre à l'évidence : je ne voulais pas voir la réalité en face et, par une sorte de ruse de ma raison ou de mon inconscient, je rangeais du côté des comportements individuels ou collectifs ce qui était en fait du ressort de la politique et, donc, car pour moi le lien est organique, de la démocratie ou, du moins, de l'exigence démocratique. Puisque ce colloque a déjà eu un effet positif sur une personne, la mienne, j'aimerais reformuler le problème que j'ai identifié au début des années 90, autour duquel tourne toute la télévision d'aujourd'hui, à savoir l'entêtante volonté des chaînes de télévision à se présenter comme les seules instances capables de transformer ce sur quoi les institutions butent : la réalité (et je pense, disant cela, à la célèbre formule de Lacan : « le réel, c'est ce sur quoi je bute »). Progressivement, sur tous les terrains du social, la télévision s'est emparée des problèmes de la démocratie, pour feindre d'y apporter ses réponses. C'est de cette prétention exorbitante à se substituer au politique que j'aimerais aborder.

Le discours populiste des producteurs de reality shows

J'ai montré ailleurs que la première vague des *reality shows*, au début des années 90, avait été lancée par les producteurs en prenant appui sur la défiance de certains discours politiques extrêmes martelant que les institutions étaient défailtantes. *Perdu de vue*, qui se donnait pour tâche de retrouver des gens disparus serait venu suppléer les lacunes de la police, *Témoin n° 1*, les errements de la justice, *L'Amour en danger*, les pertes de valeur du couple dans nos sociétés modernes... Mais je n'ai pas insisté suffisamment sur la proximité très grande que la promesse de ces soi-disant nouveaux programmes entretenait avec le *populisme protestaire*, défini par Taguieff comme la lutte continue des petits contre les grands, des individus contre le système qui les écrasent, sur un fond de déliquescence des institutions.

Pour ne pas trop m'attarder sur les détails, je me contenterai de donner une ou deux citations qui, je crois, sont suffisamment éloquents. La première est d'un producteur, Philippe Plaisance : « Juste retour des choses, la télévision, qui, pendant cinquante ans, a exprimé un pouvoir venu *d'en haut*, se trouve aujourd'hui dans l'obligation de composer avec la biographie de ceux qui la regardent » (P. Plaisance, *Libération*, 25 mai 1993). Avec quelques années d'avance, il annonçait les mots mêmes d'un Premier ministre un peu oublié aujourd'hui, qui dut son succès éphémère à cette opposition entre la France d'en haut, justement, et la France d'en bas. Ce rapprochement accrédite l'idée, que je ne développerai pas ici, que la télévision, si elle n'est pas un reflet de la société, traduit des symptômes de son évolution, toute la difficulté étant de savoir lire les signes, en d'autres termes, d'être

sémiologue... Cette rencontre des discours d'un producteur d'émission non politique et d'un politique n'est ni un hasard ni un jeu sur les mots. Pour enfoncer le clou sur son rôle dans la Cité, P. Plaisance n'hésite pas à lier « le développement de la télé-vérité à celui de la démocratie », convoquant, pour les besoins de la démonstration, deux exemples historiques hétéroclites : la naissance du théâtre grec, qui faisait appel à des acteurs non professionnels, à des citoyens ; l'avènement de l'imprimerie, sur laquelle le développement de la télévision aurait calqué ses cinquante premières années. Selon lui, comme l'invention de Gutenberg, la télévision a d'abord servi à véhiculer l'image pieuse « venue d'en haut », qu'il s'agisse d'information, de distraction ou de culture. Avec le *reality show*, elle « échappe à ses premiers maîtres ».

La seconde citation vient de Pascal Breugnot, dont le rôle dans la politisation des émissions non politiques est assez considérable depuis des années : « On a longtemps dit que la télévision séparait les gens, elle est en train de devenir un ciment social » (P. Breugnot, *Stratégies*, n° 84I, 9/7/93). Au moment où Chirac promeut la fracture sociale, P. Breugnot vole à sa rencontre en mettant au service de sa mission, rien de moins que *La télévision elle-même*. La façon dont certains intellectuels adhèrent à cette promotion des programmes par les producteurs et la diffusèrent m'étonna à tel point à l'époque, qu'elle motiva même mon envie d'aller chercher dans le passé les racines de ce que d'aucuns appelaient, dans des revues aussi sérieuses qu'*Esprit*, des *shows de l'authenticité*.

Témoin n° 1 : la télévision contre l'Etat

Cette proximité des discours populistes de certains politiques et de certaines chaînes (je suis encore prudent) n'a jamais été facile à exprimer publiquement. À chaque fois que je m'y suis risqué (par exemple, à propos de Jean-Pierre Pernaut, comme d'autres ensuite), on m'a opposé que le tenir revenait à mépriser tous les téléspectateurs qui aimaient ces émissions. Un peu simpliste, me semble-t-il. Pourtant, toute évaluation mise à part, il faut bien constater, car c'est un fait, que ce populisme « protestataire », d'abord sous-jacent, s'exprima ouvertement quelques mois plus tard dans *Témoin n° 1*, à propos de la lamentable affaire du cimetière juif de Carpentras. On se souvient comment Jacques Pradel rouvrit le dossier avec l'aide de Maître Collard, dont le plaidoyer, dans l'émission, s'appuyait sur l'éternelle lutte des petits contre les grands pour dédouaner le Front National, accusé de cet acte odieux, qui déclencha une manifestation énorme en tête de laquelle se trouvait le Président de la République de l'époque, François Mitterrand : « On sait que ce n'est pas le Front national, il y a mensonge d'État... Il faut que tous ceux qui savent aient le courage de dire... ». Je ne reviens pas sur les procédés d'amalgame employés alors par les journalistes du programme. Qu'il me suffise d'aller

directement à la conclusion de l'animateur, la thèse de la responsabilité de la « jeunesse dorée ». Finalement, le 3 juillet 1996, des *skinheads* du PNFE, parti proche du Front national, passeront aux aveux et ruineront la construction approximative de *Témoin n° 1*. Entre-temps, Jean-Marie Le Pen, reprenant la thèse de la jeunesse dorée et du complot, aura organisé une manifestation pour dénoncer le « mensonge d'État ». Devant le scandale suscité par les échafaudages de l'émission, TF1 n'aura d'autre solution que de se débarrasser de son animateur vedette. Bien sûr Pradel nierait ce rapprochement et il trouverait sans doute de nombreux témoins de moralité (c'est bien la moindre des choses !) pour s'offusquer qu'on confonde ses mots avec ceux de le Pen. Sans doute n'est-il pas d'extrême droite, pas plus que Sevrin ou George Frêche ne sont racistes... mais force est de constater que les mots sont les mêmes, car leur source est commune, et qu'il partagea l'un des combats de celle-ci.

Tout cela est le passé, m'objectera-t-on. On n'en est plus là. C'est vrai Bayrou a remplacé le Pen dans le cœur des populistes, mais, pour autant, cette prétention de la télévision à gérer les affaires de la Cité a-t-elle disparu ? Je ne le crois pas. Je pense même qu'elle s'est accentuée.

La télévision, plus efficace que les politiques

Cette accentuation s'est faite en deux temps.

Premier temps *Loft Story*, qui a ravivé ce thème de la télévision des élites, des experts, qui aurait empêché les « vraies gens », comme on dira dans les milieux professionnels, d'accéder à l'écran. La même Pascale Breugnot insiste d'ailleurs à l'époque sur le fait que cette nouvelle « télé-réalité » donne enfin l'occasion aux jeunes de s'exprimer : « Ça ressemble beaucoup à ce qu'on voit dans la vie – aujourd'hui, les jeunes vivent en bande ». On y retrouve la vieille antienne du populisme protestataire, selon laquelle, le pays réel est celui de ceux « d'en bas », les anonymes. Tout cela est maintenant bien connu et je ne m'y arrête pas. J'en viens au second temps, qui, lui, traduit un apparent changement de cap dans le *télépopulisme*. Après avoir promis aux téléspectateurs qu'ils allaient pouvoir s'approprier leur média en devenant les acteurs de ses émissions, la télévision va plus loin en reprenant une promesse, qui avait surgi avec les premiers *reality shows*, celle de mettre au service des citoyens ses propres experts et de transformer leur vie en un instant dans des domaines où les hommes politiques se sont révélés impuissants ou absents. C'est la *télé-coaching*. On n'en finirait pas d'énumérer tous les domaines dans lesquels les chaînes prétendent nous aider ; rangement (*C'est du propre*), décoration (*Queer, D&Co*), santé (*J'ai décidé de maigrir*), vie privée et familiale (*Confessions intimes*), éducation (*On a échangé nos mamans*), et bien d'autres encore. Toutes exemplifient, grâce au montage, la

magie d'une transformation instantanée renforçant l'idée qu'il suffit de vouloir les choses très fort pour les obtenir. Ce qui va bien sûr à l'encontre de la « nécessité, reconnue par l'art politique, d'inscrire l'action dans une temporalité où rien n'est immédiatement ni simplement réalisable ».

Parmi toute cette variété de programmes de prétendus services, il en est quelques-uns dont la promesse est d'agir sur la société elle-même. Soit pour aider à s'insérer dans le système de la libre entreprise, en créant par exemple un restaurant (*Oui, chef!*), soit en trouvant des solutions à des problèmes que l'Etat ne sait pas résoudre. J'en donnerai deux exemples.

D'abord, *Le Grand Frère*. L'émission repose sur le schéma suivant : des scènes montrent un adolescent en conflit avec sa famille : disputes, insultes, fugue. Personne ne peut lui faire de remarques (« je parle comment j'veux à ma mère, putain ! »). Arrive alors Pascal, le Grand frère. Il s'installe dans le foyer, couche dans la chambre de l'ado et, en quelque temps, il le transforme, lui inculquant des valeurs de respect. La force argumentative de ce programme tient d'abord au fait qu'il repose sur ce que j'ai appelé la *feintise* : les scènes d'altercation parents-enfant sont filmées comme si elles étaient prises sur le vif, la caméra est proche de ses sujets, la trace des projecteurs bien visible. En d'autres termes, elles feignent de faire vraiment référence à la réalité. Et pourtant... Comment imagine-t-on que ce *family viewing* se fasse à l'insu de ses protagonistes ? Comment penser qu'ils ne jouent pas pour la caméra ? Comme dans tous les phénomènes de feintise, cette inférence sur le jeu de l'acteur est inégalement perçue selon la formation du téléspectateur à l'image... Quoi qu'il en soit, TF1 n'hésite pas à baptiser son éducateur-coach du nom que l'on donne aux médiateurs des banlieues et à prétendre que le « grand frère » « est capable de se faire entendre d'un adolescent en désaccord avec la société »... La journaliste chargée de préparer l'émission n'hésite d'ailleurs pas à prendre un pseudo (feli2079) pour recruter sur un site destiné aux femmes en vantant le rôle social de son programme : « Plusieurs de vos enfants (entre 16 et 20 ans) sont en crise d'adolescence : rébellion, manque de respect, fugue, échec scolaire... Vous ne savez plus comment réagir ? Pascal, éducateur spécialisé peut vous venir en aide : sa mission est de rétablir le dialogue à la maison et trouver une orientation professionnelle ou scolaire. Contactez Caroline au 01 55 26 70 32 ». Ce qui entraîne la réaction positive de téléspectateurs crédules : « Posté par lori le 08 Jan 2007, 14:48. bonjour jaimerais savoir si c seulement pr la france....je vis en belgique et jai un frere de 17 ans qui nen fait qu'a sa tete... » (sic).

La structure de l'émission, quant à elle, répond aux critères de la séquence narrative minimale, d'une façon on ne peut plus respectueuse de la narratologie : après la scène brutale de conflit, l'éducateur arrive et, grâce à son savoir-faire,

résout le conflit. En d'autres termes, en promettant une action du côté du monde réel, le programme procure pour ceux qui le regardent un plaisir qui est plutôt du ressort du récit classique. Ce faisant la télévision se présente comme le recours ultime à la déliquescence des institutions, alors même qu'elle utilise toujours les mêmes recettes, éprouvées, pour construire des scénarios divertissants, transformant les problèmes sociaux en aventures individuelles liées aux caractères des uns et des autres... Tout en prétendant tenir une promesse exorbitante (rien de moins que résoudre les problèmes auxquelles la société se heurte), la télévision offre à son téléspectateur un simple divertissement.

Régulièrement, on me demande jusqu'où s'étendra l'empire de la télé-réalité. N'étant ni Pythie ni devin, il ne m'est pas facile de répondre à cette question. Une chose est sûre, néanmoins : c'est que cette vision du monde où il suffit de se retrousser les manches pour résoudre tous les problèmes de la société a migré bien au-delà des chaînes privées d'où elle était partie. Malgré son refus affiché de céder aux sirènes de ces nouveaux formats, le service public n'a-t-il pas proposé aux téléspectateurs, en juin dernier, *La Brigade des jardiniers* ? Une émission qui promettait de resocialiser des jeunes à la dérive en leur faisant refaire, gratuitement, le jardin d'un grand château, en leur imposant une discipline sévère ? Et l'on put voir exactement les mêmes scènes que dans *le Grand frère*, notamment celle-ci, qui est devenue un passage obligé, un *topos*, de ces programmes : une jeune fille qui refuse de sortir de sa chambre, qui insulte l'adulte qui vient voir comment elle va, le fiche à la porte avec quasiment les mêmes mots que sur TF1...

Certes, les solutions de TF1 et de France 3 ne sont pas tout à fait les mêmes : l'intervention d'un homme qui ressemble plus à un coach qu'à un éducateur d'un côté, la rééducation militaire par le travail de l'autre. Les programmes politiques diffèrent sensiblement. Mais il m'importe peu ici de savoir si telle chaîne penche plutôt à droite ou plutôt à gauche. Ce qui me retient, c'est que l'une et l'autre font comme si la télévision pouvait jouer un rôle dans l'amélioration de la société. En cela, elles s'accordent sur les bases d'un télépopulisme qui cherche l'origine des problèmes actuels dans l'éloignement produit par les médiations : de l'agence de l'emploi, des mesures gouvernementales, etc. Le spectacle de la réalité ne montre-t-il pas qu'il suffit d'encadrer directement les jeunes pour résoudre leurs problèmes ? Ce sophisme était déjà au cœur des *reality shows* de l'intime (comme *L'Amour en danger*), qui tiraient leur légitimité de leur vertu thérapeutique : *regardez comme j'améliore devant vous le sort de quelques personnes (une, deux ou trois, pas plus), or ce que je fais devant vous, je pourrais le faire pour tous, donc je pourrais le faire pour vous*. Syllogisme, qui n'est évidemment qu'un paralogisme, qui postule une généralisation impossible, puisqu'elle aboutirait seulement à remplacer au sens propre la télécratie par la démocratie.

Ce programme est très caractéristique du double discours d'une grande partie de la télévision d'aujourd'hui : prête à revendiquer son rôle dans le débat public, plus déterminant selon elle que celui des institutions ou des hommes politiques, et à plaider le divertissement quand ses programmes provoquent des débats qui la mettent en difficulté. Ce glissement du monde réel au monde ludique a été élevé depuis *Loft Story* au rang d'une stratégie. La plupart des émissions de télé-réalité entrent dans l'espace public grâce au thème du *service* ou de l'action sociale ou politique et s'en retirent sur la pointe des pieds du divertissement qui, toujours, s'avance masqué.

« C'est moi qui pose les questions » : l'extension du domaine télévisuel

Dernier stade en date de cette immixtion de la télévision dans la vie de la Cité, l'émission *Vive la France ?*, de Pascal Breugnot, qui, depuis les années 80, on l'a vu, est le fer de lance de cette extension du domaine télévisuel dans la société. Voici comment la productrice vend son émission dans les médias (en l'occurrence dans celle de Morandini sur Europe 1) : l'origine de sa démarche, le constat de la crise de la représentativité démocratique. Il faut donc remettre la France en marche. Dans ce but, elle propose non pas « une émission politique mais une émission sociologique qui fait un constat et qui propose des solutions et qui va chercher ces solutions dans différents pays ». Et elle épelle les vrais problèmes de la France dont voici un aperçu dans le texte : « Nous sommes dans une société bloquée, le système scolaire doit être revu, la société est bloquée, il faut absolument bouger, il faut monter les niveaux d'études, aider la recherche. On se noie, on est à moitié noyé [...] les socialistes ou les libéraux devront répondre à nos questions. Déjà nous donnons un début de solution ou de modèles pour sortir de cette situation ».

Quant à l'émission elle-même, elle emprunte exactement la même rhétorique que celles produites par Breugnot dans les années 80 (*Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ?*, *Ne me parlez pas d'amour*) : de grandes généralités (« comment survivre dans un monde qui change sans arrêt ? ») qu'elle entrecoupe par des portraits-*exempla*, pour renforcer l'argumentation, avec un retour au général (« ils ont chacun les mêmes préoccupations que vous et moi », 2'). Chaque personnage est là pour illustrer les pensées politiques de la productrice, qui, une fois encore, s'avance masquée (cf. « nos profs ne nous ont pas préparés au marché du travail », dit une élève). Le plus étonnant, c'est que d'éminents sociologues, économistes ou universitaires de tout crin ont ratifié cette méthode de micro-trottoir en appuyant leurs propos sur ces interviews, l'ensemble étant placé sous la haute autorité de Michèle Bernier, qui lance des propos aussi définitifs que « il va falloir songer à adapter l'école. Car un pays ne peut aller bien si l'école va mal » ou « l'école

gratuite, aujourd'hui plus personne ne croit à l'école pour tous ». L'animatrice reprend à espaces réguliers ce qui est dit dans une interview, comme si elle y assistait. Par exemple : « cette fille est en train de dire qu'on l'a laissée faire une seconde alors qu'elle voulait faire un CAP coiffure ! ». La vérité semble sortir de la bouche des témoins, annihilant toute réflexion préalable des journalistes. Bien entendu, tout cela aboutit à l'inévitable couplet populiste à la 59^e minute « impression que les politiques gouvernent sans nous écouter », « ils ne peuvent pas nous expliquer les choses simplement » (Bernier), relayé par ce propos d'un interviewé « on décide en haut lieu... ».

La question n'est pas ici de juger chaque argument, d'autant que ma présentation de l'émission est sommaire, mais de se demander au nom de quoi une productrice de télévision peut affirmer qu'elle pose, elle, les vrais problèmes, mieux que les politiques ? Le pire dans la crise de la représentation qu'elle évoque comme point de départ de sa démarche (et qui est à la base de tous les populismes), n'est-il pas, au fond, que, face à une crise bien réelle des institutions, des gens de télévision aspirent à nous représenter ? Quelle arrogance conduit des producteurs à prétendre qu'ils comprennent mieux le réel que ceux qui passent leurs journées à l'analyser ? N'est-ce pas le symptôme d'un nouveau mal, dont nous ne voyons encore que les prodromes, une crise de la représentation médiatique ?

Taguieff note quelque part : « À l'époque moderne, la télévision est l'instrument par excellence du populisme [...] mais, une fois qu'on a fait une telle observation, qui relève du bon sens, tout reste à faire, c'est-à-dire à analyser et à conceptualiser ». C'est vrai et, de ce point de vue, il y a du pain sur la planche. Car si le télépopulisme a souvent été étudié jusqu'à présent dans les interventions des politiques à la télévision, les émissions non politiques représentent des *terrae* encore largement *incognitae*. Pire : les analystes emboîtent souvent le pas des producteurs sans mettre à distance leurs discours, sans l'ancrer dans le style ou le ton populiste qui est par définition le leur. Je n'ai pas résolu pour ma part l'épineuse question de l'influence des médias sur la société. Ce dont je suis sûr, néanmoins, c'est que la télévision de tous les jours concourt à renforcer une vision du monde et que cette vision se trouve bien plus dans les émissions non politiques qu'ailleurs.

notes

1. « Médias et démocratie », un colloque organisé sous l'égide du SOPHIAPOL (Université Paris X-Nanterre) & la revue CONTROVERSE (éditions de l'Éclat) par Daniel Dayan et Shmuel Trigano le 27 mars 2007